

La lutte contre le réchauffement climatique jette un froid dans l'UE

L27 06.03.07

Les Vingt-Sept s'engageront vendredi à réduire de 20% leurs émissions de CO₂ à l'horizon 2020

DE BRUXELLES •
Tanguy Verhoosel

Comment réconcilier l'écologie et l'économie? C'est le casse-tête que vont tenter de résoudre les chefs d'Etat ou de gouvernement des Vingt-Sept, jeudi et vendredi, lors de leur traditionnel sommet de printemps. Ils s'entendront sur de grands objectifs – réduire de 20% au moins les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE à l'horizon 2020, par exemple – mais les moyens de les atteindre les divisent encore.

Les leaders des Vingt-Sept, dont les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont préparé hier le sommet, adopteront vendredi un plan d'action destiné à créer « une

politique énergétique pour l'Europe », qui s'articulera autour des trois objectifs: renforcer la lutte contre le changement climatique; accroître la sécurité de l'approvisionnement de l'Union; préserver la compétitivité de l'économie européenne.

Dérive « hystérique » à Bruxelles

Les Vingt-Sept sont d'accord pour réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union en 2020, par rapport au niveau qu'elles atteignaient en 1990. Ils s'engageront à les diminuer de 30%, pour peu que les autres puissances industrielles leur emboîtent

le pas, et évoquent même une réduction « de 60% à 80% » à l'horizon 2050.

Alors que l'Allemagne, qui préside actuellement le club communautaire, tient à ce que les Vingt-Sept prennent ainsi la tête du combat mondial contre le réchauffement climatique, son représentant au sein de la Commission européenne, Günter Verheugen a dénoncé dans la presse une dérive « hystérique » à Bruxelles. « Il y a deux ans, le mot d'ordre était emplois, emplois, emplois. Maintenant, c'est climat, climat », a-t-il déclaré au *Bild am Sonntag*, en adjuvant les Vingt-Sept de se montrer prudents, afin de ne pas menacer la compétitivité de l'éco-

nomie européenne. D'autres dirigeants ont apparu au sein de l'Union. La Pologne et la Lituanie rejoignent toujours à faire des concessions à Moscou dans le cadre d'un renforcement du partenariat énergétique entre la Russie et l'Union. Par ailleurs, les moyens d'atteindre l'objectif d'une réduction globale de 20% des émissions de CO₂ et le partage du fardeau qu'elle représentera entre les différents Etats membres de l'UE divisent les Vingt-Sept.

Berlin souhaite notamment qu'ils s'engagent fermement à porter la part des énergies renouvelables (hydraulique, éolienne, biomasse, solaire) à 20% du total de leur consommation énergétique,

en 2020. Pour la République tchèque, la Pologne, le Lettonie, la Grèce, la Slovaquie et la Finlande, c'est inacceptable. La France, de son côté, estime que l'Union devrait avant tout fixer un seuil contraignant – 40% – pour les énergies non carbonées ou faiblement carbonées, ce qui justifierait la priorité qu'elle accorde au nucléaire. Et fait tiquer Vienne et Berlin...

« Les énergies renouvelables méritent d'être développées, mais ce ne sera pas suffisant si on veut atteindre l'objectif » d'une réduction globale de 20% des émissions de CO₂, a insisté hier la ministre française aux Affaires européennes, Catherine Colonna.